

| | | |
|--------------------|---------------------------------|-----------------------------------|
| INDICIA PRODUCTION | Demande d'examen au cas par cas | Annexe 7 Incidences et mesures |
|--------------------|---------------------------------|-----------------------------------|

Notice complémentaire

Pour rappel, le projet d'extension s'implante sur un site existant et en activité. Il a pour objectif principal de permettre une augmentation des capacités de production pour l'activité PRF (activité biopharma à destination des industriels du secteur pharmaceutique et cosmétique), déjà présente au sein du bâtiment et des capacités de stockage.

Les potentiels impacts des activités du site sont donc déjà présents.

Il n'est pas prévu de démolition de bâtiments dans le cadre de la régularisation administrative du site et du projet d'extension.

L'extension ne sera pas à l'origine d'une modification du type d'activités réalisées, de la typologie des produits stockés ou de la quantité de souches pathogènes de classe 2 présentes sur le site.

Par ailleurs, une actualisation du classement ICPE du site a permis de mettre en évidence que la quantité de matières combustibles (extension incluse) susceptible d'être présente sur le site est inférieure à 500 tonnes. Ainsi, dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale, la rubrique 1510 sera supprimée du classement ICPE du site.

La présente annexe a pour objectif de présenter de manière plus détaillée les incidences principales du site et les mesures mises en œuvre pour le projet sur les sujets à enjeux qui sont les suivants :

- Air
- Bruit
- Trafic

1 INCIDENCES SUR L'AIR

1.1 DESCRIPTION ET INCIDENCES

Les principales sources de rejets atmosphériques sont liées :

- aux rejets de gaz de combustion issus des chaufferies ;
- aux fluides frigorigènes au niveau des installations de réfrigération, en cas de fuite accidentelle,
- au fonctionnement discontinu des zones de charge des batteries (dégagement d'hydrogène) ;
- aux gaz d'échappement des véhicules lourds et légers,
- aux extractions des zones où sont manipulés les micro-organismes.

Les activités exercées dans le bâtiment ne sont pas à l'origine de dégagement de fumées ni de poussières ou d'odeurs.

Les rejets se résument à des gaz de combustion contenant du gaz carbonique, de la vapeur d'eau et des oxydes d'azote. Ces rejets sont déjà présents sur le site.

1.2 MESURES PREVUES POUR EVITER, REDUIRE OU COMPENSER LES EFFETS NEGATIFS NOTABLES DU PROJET

❖ Gaz de combustion

La principale mesure pour la protection de la qualité de l'atmosphère est le maintien d'un très haut rendement de combustion. Toute quantité de combustible non brûlée pour la satisfaction d'un même besoin en chauffage représente d'autant moins de fumées.

Les chaufferies présentes sur le site sont soumises aux contrôles réglementaires en vigueur.

Les gaz de combustion sont évacués via une cheminée conforme à la réglementation.

Le projet d'extension ne prévoit pas la mise en place de nouvelles installations de combustion.

❖ Fluides frigorigènes

Les articles R.543-75 à R.543-123 du Livre V du Code de l'Environnement (partie réglementaire) (Titre IV, Chapitre III, Section 6 – Fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques) imposent la récupération intégrale des fluides frigorigènes de type HCFC ou HFC dans les équipements frigorifiques et climatiques, quelle que soit leur charge en fluide.

Cette récupération intervient lors de l'installation, de l'entretien, de la réparation et de la mise au rebut des équipements. Toute intervention nécessitant une vidange du circuit est réalisée par une société agréée et équipée d'une pompe de transfert avec tirage du vide pour effectuer ces vidanges dans de bonnes conditions.

Le fluide ainsi récupéré est, soit détruit par le producteur du fluide frigorigène, soit retraité pour être recyclé, comme le prévoient les articles R.543-75 à R.543-123 du Livre V du Code de l'Environnement (partie réglementaire).

L'opérateur doit, pour toute opération, rédiger une fiche d'intervention sur laquelle figure la nature et le volume du fluide récupéré, ainsi que le volume du fluide réintroduit.

Ces fiches seront conservées au minimum pendant trois ans par l'exploitant.

De plus, les équipements feront l'objet de contrôles d'étanchéité selon la réglementation en vigueur.

Le projet d'extension prévoit la mise en place d'un nouveau groupe-froid pour la zone de stockage à température dirigée. Cet équipement fonctionnera avec des fluides frigorigènes de

dernière génération, à faible pouvoir de réchauffement de l'atmosphère et fera l'objet des mêmes contrôles que ceux déjà présents sur le site.

❖ Hydrogène

Les postes de charge des batteries peuvent dégager de l'hydrogène lors de la charge de celles-ci. La charge s'effectue dans une zone ventilée, permettant d'éviter l'accumulation d'hydrogène.

Rappel : Le rejet d'hydrogène dans l'environnement est sans conséquence (pas de toxicité).

❖ Gaz d'échappement

Le projet d'extension engendrera à terme une augmentation du trafic VL et PL journalier.

Afin de réduire les rejets atmosphériques liés aux poids-lourds, les mesures suivantes seront prises :

- Entretien des poids-lourds conformément à la réglementation afin de limiter les émissions,
- Poids-lourds équipés de pots d'échappement catalytique ou de filtre à suie pour limiter les rejets atmosphériques,
- Consignes de mises à l'arrêt des moteurs en cas d'attente sur site.

❖ Micro-organismes naturels pathogènes

Dans le cadre de la manipulation de micro-organismes ou de produits pathogènes, il convient de mettre en œuvre une protection de l'opérateur et de son environnement.

Les Postes de Sécurité Microbiologique (PSM) fournissent une protection de l'opérateur contre la contamination aéroportée ainsi que, selon la catégorie du PSM, un confinement dynamique des produits manipulés.

Les PSM sont normés et implantés selon les bonnes pratiques. Leur performance est également contrôlée. Ce contrôle doit comprendre la vérification :

- de l'état général du PSM par un examen visuel,
- des éléments relatifs à la protection du personnel (cartographie de la vitesse de l'air, test de fumée, fonctionnement des alarmes...),
- des éléments relatifs à la protection du produit (détermination de la classe d'empoussièrement, vérification de l'intégrité des filtres H14...).

Les postes de sécurité sont testés en usine avant livraison.

A l'installation, le fournisseur effectue un contrôle donnant lieu à la remise d'un rapport.

Un contrôle périodique de l'appareil doit être effectué une fois par an minimum.

Un contrôle est également effectué après chaque changement de filtre et après toute manutention du PSM (déménagement par exemple).

Les dates des contrôles et leurs résultats (conformité à la norme) sont à afficher sur la façade des PSM.

La construction de l'extension sera pas à l'origine d'un accroissement de la quantité de souches pathogènes de classe 2 présente et manipulées sur le site.

2 INCIDENCES EN TERMES DE BRUIT

2.1 DESCRIPTION ET INCIDENCES

- Réglementation

L'arrêté du 23 Janvier 1997 s'applique aux nouvelles installations classées. Il s'applique donc à ce projet.

Il prévoit que l'arrêté préfectoral fixe des niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété (ne pouvant excéder 70 dBA pour la période jour et 60 dBA pour la période nuit sauf si le bruit résiduel extérieur est supérieur à cette limite) et fixe des niveaux d'émergence à ne pas dépasser, en mesurant cette émergence au point où une nuisance potentielle existe, c'est à dire chez le riverain.

Les ZER identifiées pour le projet correspondent à l'habitation située à une dizaine de mètres à l'Ouest du site.

- Sources de bruit dans l'environnement

Sur ce site, les sources de bruit identifiées sont associées à la circulation automobile des axes voisins (D25) et aux activités de l'entreprise voisine au sein du lieu-dit La Parlière.

- Sources de bruit en fonctionnement

Seule la circulation de camions se fait à l'extérieur du bâtiment. Toutes les autres activités de manutention se feront à l'intérieur des zones de travail et de stockage excepté la sortie des palettes et déchets par chariots électriques.

Les sources sonores dues à l'activité seront essentiellement liées aux allers et venues des camions de livraisons et aux groupes-froids situés en extérieur.

Le site ne fait pas usage d'équipements bruyants de type sirènes, mégaphones... à l'exception des alertes de sécurité (alarme incendie, anti-intrusion...).

Le site étant déjà occupé par une activité industrielle, les nuisances sonores sont déjà existantes. De plus, une campagne de mesures de bruit réalisée en octobre 2021a mis en évidence que les émergences réglementaires et mesures en limite de propriété industrielle sont conformes à la réglementation.

2.2 MESURES PREVUES POUR EVITER, REDUIRE OU COMPENSER LES EFFETS NEGATIFS NOTABLES DU PROJET

L'impact acoustique du site est réduit en raison :

- de la vitesse de circulation réduite des camions sur le site,
- de l'absence de sirènes périodiques,
- de l'utilisation des machines de production à l'intérieur du bâtiment fermé,
- de l'arrêt des moteurs durant les opérations de chargement / déchargement.

3 INCIDENCES SUR LE TRAFIC

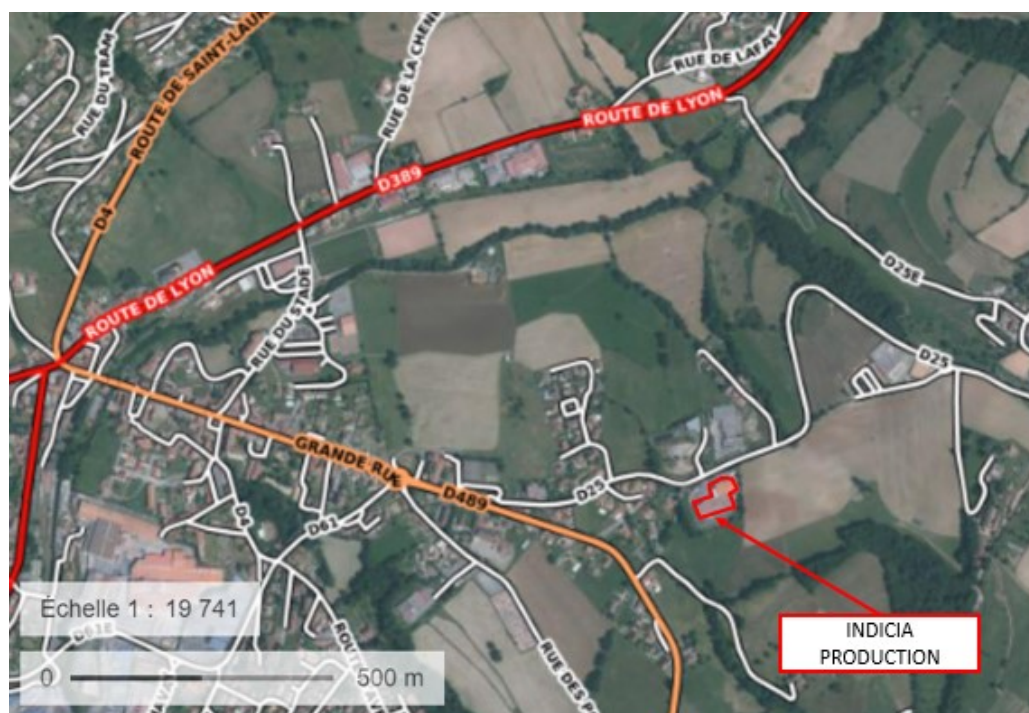
3.1 DESCRIPTION ET INCIDENCES

L'approvisionnement et l'expédition des marchandises se font par voie routière.

| Type de véhicules | Rotation – Trafic maximal | |
|---|---------------------------|-----------------------------|
| | Site existant | Site futur (dont extension) |
| Véhicules légers (personnel et visiteurs) | 42 VL / jour | 70 VL / jour |
| Camions/poids-lourds (réceptions/expéditions) | 10 PL / jour | 20 PL / jour |

Les trafics indiqués ci-dessus sont à considérer comme maximaux. Dans les faits, le recours aux modes doux (pieds, vélos) et au covoiturage, ainsi que les moyens organisationnels en place tels que les horaires décalés, le télétravail et les déplacements professionnels permettront de réduire le trafic VL maximal projeté.

Le secteur est principalement desservi par la D389 appelé « Route de Lyon », puis par la D489 appelée « Grande Rue » qui mène à la D25 devant le site INDICIA PRODUCTION



Le trafic routier (année de référence 2017) à proximité du site d'INDICIA est en moyenne de :

- 1101 véhicules pour la D25 par jour,
- 4375 véhicules pour la D389 par jour,
- 1458 véhicules pour la D489 par jour.

Le site étant déjà occupé par une activité industrielle, le trafic est déjà existant. De plus, le trafic supplémentaire sera peu important rapporté au trafic global de la zone.

| | | |
|--------------------|---------------------------------|-----------------------------------|
| INDICIA PRODUCTION | Demande d'examen au cas par cas | Annexe 7 Incidences et mesures |
|--------------------|---------------------------------|-----------------------------------|

3.2 MESURES PREVUES POUR EVITER, REDUIRE OU COMPENSER LES EFFETS NEGATIFS NOTABLES DU PROJET

➤ Voies internes

Les voies de circulation internes sont dimensionnées pour permettre les manœuvres de poids-lourds, sans perturber la circulation sur la voie de desserte publique.

L'accès des poids lourds est commun avec celui des véhicules légers.

➤ Consignes de circulation

Des consignes sont établies et communiquées aux chauffeurs et aux personnels du site. Ces consignes sont inscrites à l'entrée du site.

➤ Desserte locale sur les voies de circulation

Le secteur est principalement desservi par la D389 appelé « Route de Lyon », puis par la D489 appelée « Grande Rue » qui mène à la D25 devant le site INDICIA PRODUCTION.

Les camions accédant au site ne traversent pas de zones fortement peuplées.